

FRANCAIS ET ENGLISH

Nos deux langues officielles existent depuis longtemps, mais l'histoire du bilinguisme au Canada n'a pas toujours été facile.

Les premiers Européens installés en permanence au Canada venaient de France. Ils ont vite été suivis de colons anglais. Pour ces gens, la langue et la religion allaient souvent ensemble. Ceux qui parlaient français étaient en majorité des catholiques. Et beaucoup de ceux qui parlaient anglais fréquentaient plutôt des églises méthodistes, anglicanes, baptistes ou presbytériennes, ou d'autres églises protestantes. (Mais il y avait aussi, bien sûr, de nombreux catholiques – surtout les colons venus d'Irlande – qui parlaient anglais ou gaélique.) Les protestants et les catholiques ne s'aimaient pas beaucoup. Et souvent, les Français et les Anglais ne s'aimaient pas du tout. Rien ne garantissait donc que les choses se passeraient mieux qu'ailleurs au Canada.

Il y a eu dans notre histoire bien des batailles au sujet de la langue et de la religion. Mais les francophones et les anglophones s'entendaient parfois très bien, en particulier (chose étonnante!) certains dirigeants politiques. Dès la création du Canada en 1867, la Loi sur l'Amérique du Nord britannique a établi clairement que les deux langues pouvaient être utilisées à la Chambre des communes, à la Cour suprême, et dans les lois et autres documents officiels.

Mais dans la vie courante, l'anglais l'emportait presque toujours. Les francophones trouvaient très difficile d'obtenir de l'information ou des services du gouvernement canadien dans leur langue. Même s'il existait des organisations de francophones presque partout au pays, la réalité, c'est qu'en dehors du Québec et du Nouveau-Brunswick, il n'y avait que quelques endroits limités où la langue et la culture françaises étaient traitées équitablement.



En 1963, le premier ministre Lester Pearson a nommé André Laurendeau et Davidson Dunton (à droite) à la tête de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, chargée d'examiner la situation du français et de l'anglais au Canada. Sept ans plus tard, la commission a déposé un rapport très clair : le gouvernement devait en faire plus pour s'assurer que les Canadiens et les Canadiennes de tout le pays puissent être servis en français ou en anglais, et que les gens des deux langues aient les mêmes chances d'obtenir un emploi au gouvernement. Le 7 septembre 1969, le gouvernement du nouveau premier ministre, Pierre Trudeau, a donc adopté la Loi sur les langues officielles et créé le poste de commissaire aux langues officielles pour aider à mettre ces mesures en place.



FRANCOPHONE

PERSONNE DONT LA PREMIÈRE EST LE FRANÇAIS

ANGLOPHONE

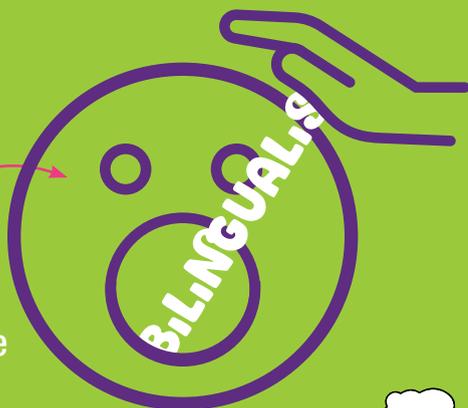
PERSONNE DONT LA PREMIÈRE LANGUE EST L'ANGLAIS

We speak English /
Nous parlons français



Ce que signifiait le
bilinguisme officiel

Ce que ne
signifiait pas
le bilinguisme
officiel





Le détestable rapport de Lord Durham

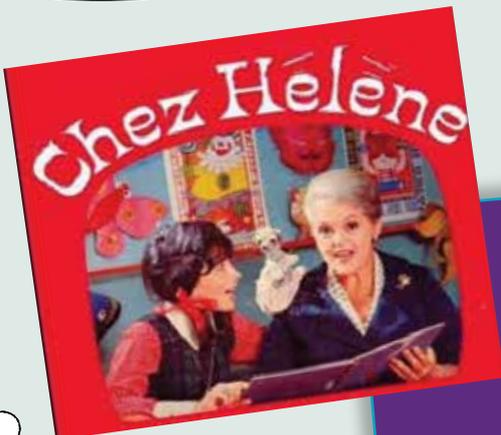
« Je veux donner aux Canadiens (français) notre caractère anglais. » Ce n'était pas tout ce que contenait son plan d'action, mais c'était l'idée principale du rapport présenté au gouvernement britannique par Lord Durham en 1838. Certaines de ses idées ont été mises en place, mais les Canadiens français n'ont pas renoncé pour autant à leur langue, à leur culture ou à leur religion, « tant que nous serons là, que nous serons debout » comme le dit le groupe Le Vent du Nord dans sa chanson Lettre à Durham.

POUR LE 60E ANNIVERSAIRE DE L'UNION DES QUATRE PREMIÈRES PROVINCES DU PAYS, POSTES CANADA A LANCÉ EN 1927 SON PREMIER TIMBRE BILINGUE



LE GOUVERNEMENT CANADIEN A FONDÉ NOTRE RADIO NATIONALE EN 1932. LE DIFFUSEUR AVAIT DES STATIONS QUI PRÉSENTAIENT DES ÉMISSIONS EN FRANÇAIS ET EN ANGLAIS.

LE CANADA A ÉMIS POUR LA PREMIÈRE FOIS DES BILLETTS DE BANQUE ET DES PIÈCES DE MONNAIE BILINGUES EN 1937.



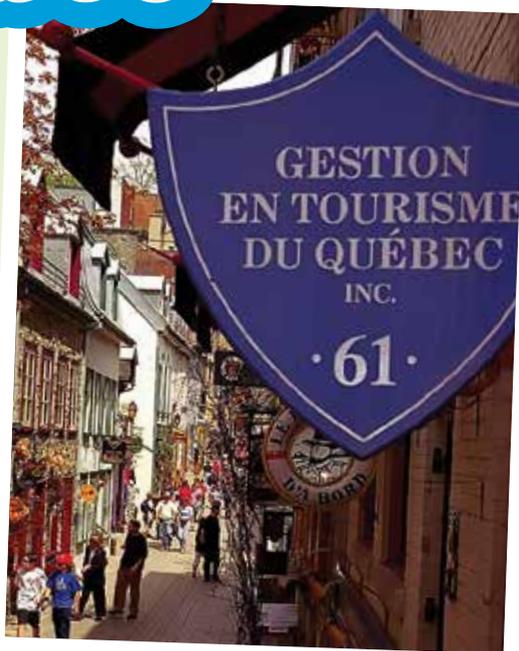
Chez Hélène était une courte émission de télévision présentée à la CBC de 1959 à 1973. L'hôtesse Hélène Baillargeon et sa marionnette, tout comme les enfants qui participaient, y parlaient un mélange de français et d'anglais.

La PROTECTION DU FRANÇAIS AU QUÉBEC

By Alexis Bédard-Fiset
Translated by Nancy Payne

La **Charte de la langue française du Québec**, souvent appelée **loi 101**, est entrée en vigueur le 26 août 1977. Sa mission? S'assurer que le français demeure la langue officielle du Québec, que la plupart des Québécois utilisent à l'école, au travail et ailleurs.

Tu te demandes peut-être pourquoi il fallait protéger le français. D'après beaucoup d'historiens, la question remonte à la conquête britannique de la Nouvelle-France. En 1763, après la signature du Traité de Paris, les Français ont cédé aux Anglais toutes leurs colonies au Canada. Les francophones ont continué de parler leur langue, mais leur avenir était incertain.



Presse canadienne, domaine public

Deux cents ans plus tard, dans les années 1960, les francophones ont recommencé à réclamer une vie meilleure, et plus de respect pour leur langue et pour eux-mêmes. À cette époque, les anglophones du Québec gagnaient beaucoup plus d'argent, et plus de 8 employeurs sur 10 – les gens qui en embauchent d'autres comme employés – parlaient anglais. Les anglophones semblaient être aux commandes. Pour toutes ces raisons, les idées sur lesquelles reposait le projet de loi 101 ont été bien accueillies.

De nos jours, certaines personnes trouvent la loi 101 trop stricte et inflexible. D'autres la jugent essentielle pour assurer la survie du français. Une des raisons souvent mentionnées, c'est que le Québec devient de plus en plus multiculturel. La loi 101 oblige les enfants d'immigrants à aller à l'école française pour les aider à s'intégrer à la société qui les entoure.



**LE TIERS ENVIRON
DES HABITANTS DU
NOUVEAU-BRUNSWICK PARLENT
ANGLAIS ET FRANÇAIS.**

NOUVEAU/NEW BRUNSWICK

Le Canada compte seulement une province officiellement bilingue : le Nouveau-Brunswick. En avril 1969, elle a déclaré que le français et l'anglais étaient ses deux langues officielles. Ses habitants ont donc le droit d'obtenir de l'information et de l'aide du gouvernement provincial dans l'une ou l'autre de ces langues. En 2002, le gouvernement du Nouveau-Brunswick a élargi ses règles sur le bilinguisme pour inclure les grandes villes et les communautés dans lesquelles beaucoup de gens parlent l'autre langue que la majorité. Il a aussi nommé un commissaire aux langues officielles pour aider les francophones et les anglophones à bénéficier d'un traitement égal.

C'EST AWESOME

Les habitants de certaines régions du Nouveau-Brunswick ont une façon de parler très particulière. C'est le « chiac », qui existe depuis plus de 300 ans. Ce parler acadien se compose surtout de français, mais comprend aussi beaucoup d'anglais. Plutôt que de dire « J'ai traversé la rue » ou « I crossed the street », par exemple, quelqu'un qui parle chiac pourrait dire « J'ai crossé le street ». Il y a même un personnage de bande dessinée qui parle chiac : Acadieman. Son créateur le décrit comme « le first superhero acadien ».



Alamy, Dano Labiano



L'Ontario n'est pas officiellement bilingue, mais on y trouve 26 régions où les francophones peuvent se faire servir dans leur langue parce qu'ils représentent environ un dixième de la population. Dans le cas des villes, au moins 5 000 personnes doivent parler français pour obtenir ces services.

ON PIONGE

L'**immersion**, c'est l'action de plonger complètement quelque chose sous l'eau. L'**immersion française**, c'est la même idée appliquée à des élèves anglophones. Selon les endroits, cette immersion peut débuter dès le premier jour d'école ou aussi tard qu'en septième année.

C'est dans les années 1950 que des parents ont commencé à réclamer de meilleures classes de français pour leurs enfants. Deux d'entre eux ont ouvert en 1962 la Toronto French School – une école privée – parce qu'ils trouvaient important que les jeunes anglophones parlent français et comprennent la culture francophone.

Au début des années 1960, des parents de Saint-Lambert (Qc) trouvaient inacceptable que les jeunes anglophones ne parlent pas tous français à la fin de leurs études. Leur conseil scolaire a commencé à faire des expériences d'immersion française en 1965.

L'idée a pris son envol dans les années 1970 et s'est répandue dans tout le pays. On trouve aujourd'hui environ 425 000 élèves en immersion française au Canada.



S'il n'y a pas beaucoup d'élèves ou d'enseignants qui parlent français dans une région, les jeunes francophones se retrouvent parfois dans les classes d'immersion française destinées aux anglophones. Comme l'a souligné un parent de l'Alberta à la CBC en 1988 : « En gros, nos élèves vont dans une école conçue par et pour des gens qui parlent anglais. L'enseignement du français y est donc de seconde qualité. »

UNE IMMERSION SAIE?

Beaucoup d'enfants des classes d'immersion française viennent de familles qui ont plus d'argent et plus de scolarité que la moyenne. Il y a généralement plus de filles que de garçons dans ces classes, et peu d'enfants qui ont un handicap.

